

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

Spécial gilets jaunes



///LA LIBERTE EN MORCEAUX///ASSEMBLEE DES GILETS JAUNES
DE LA REGION OCCITANIE///DE L'UTILITE DU SALAFISME///LA
POLICE DETESTE TOUS LE MONDE...///QUAND LA BOURGEOISIE A
PEUR DES CLASSES POPULAIRE/// LES "ANARCHISTES" DANS LA
REVOLUTION FRANCAISE///GILETS JAUNES///DE LA REVOLTE
POPULAIRE A LA REVOLUTION SOCIALE?///GILETS JAUNES: QUI
SONT LES CASSEURS?///ENTRETIEN AVEC UN GILET
JAUNE///BREVE: ELIOR///POURQUOI ETRE GJ QUAND ON EST
ANARCHOSYNDICALISTE?

2 EUROS /// N°162
JAN-FEV 2019

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

*Diffusez Anarchosyndicalisme!
pour recevoir des numéros de
diffusion, prenez contact avec
nous.*

*Pour tout problème
d'abonnement:
abonnement@cntaittoulouse.lau
tre.net*

*Anarchosyndicalisme! Est le
journal de la CNT-AIT de
Toulouse. Ce journal est rédigé,
mis en page, assemblé par des
militants Anarchosyndicalistes,
salariés ou chômeurs. Il ne
reçoit aucune subvention.
Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
tel: 05.61.52.86.48.
permanence tout les samedi de
17H à 19H*

*facebook: cnt-ait toulouse:
http://www.facebook.com/Cnt-
ait-toulouse-officiel-
186830011469841/*

*Twitter@cntaittoulouse:
https://twitter.com/cntaittoulouse

http://seenthis.net/people/anarc
hosyndicalisme*

*page et profil officiel de
Solidarité Internationale
Antifasciste et adresse mail, site
officiel.*

« La liberté ne peut être que toute la liberté ; un morceau de liberté n'est pas la liberté. »

Max Stirner .

La Liberté donc, avec un L majuscule. Elle est le principe inscrit dans la devise en trois points de la République. Dans le « Chant du Départ », elle guide nos pas mais à l'arrivée elle fait peur à la bourgeoisie. Au cours du temps l'appareil d'Etat va nous découper la liberté en tranches: elle n'est alors bonne que pour nous envoyer faire la guerre. Dans les autres cas on déconstruira le principe et l'Etat ne parlera plus de la Liberté mais des libertés: liberté de ceci ou de cela, en fin renard il pourra les opposer entre elles, en utiliser un bout pour en limiter une autre partie.

La manifestation est un mode d'expression, la liberté de manifester est un tronçon de la liberté d'expression, elle même issue de ce découpage du principe initial. Là dessus l'appareil législatif va encadrer et limiter ces libertés par des lois et des règles, la Liberté est ainsi réduite à des parcelles. C'est ainsi qu'une chose aussi simple qu'une manifestation peut s'embourber dans un marécage administratif, réglementaire et pénal. Voilà l'enjeu de l'Etat de Droit: fabriquer des cadres autour de ces libertés formant autant de clôtures qu'il existe de champs. Puis il joue avec. Il invoque la liberté de circuler, pour réprimer des grévistes ou des manifestants qui bloquent une usine ou un rond point, ou au contraire il la bafoue en empêchant des passants de circuler, allant même jusqu'à bloquer des bus ou des trains suspectés de vouloir rejoindre les manifestations de gilets jaunes.

Dans la pratique l'Etat de Droit est celui du droit du plus fort. Les gilets jaunes ont invoqué un principe: la Liberté et l'Etat leur a opposé son Droit. Saluons au passage le talent inventif de certains magistrats qui ont désigné au hasard des procédures comme seuls éléments constitutifs d'un délit: la possession d'une paire de gants chez untel ou d'un blouson en cuir chez un autre (en plein hiver!)... On connaît le résultat d'un si haut génie d'incrimination, il se compte en centaines de prisonniers .

De façon simpliste on se contente d'opposer Démocratie qui serait l'Etat de droit par excellence à la Dictature alors que tout n'est qu'une question de nuance: plus le cadre législatif est serré et moins nous sommes libres. Constatons qu'il existe et que le pouvoir n'a aucun scrupule à en serrer les mailles. Voilà la réalité. Voilà pourquoi nous sommes libertaires.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contact@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 162 / JAN-FEV 2019 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 11 JANVIER 2019 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

sia-toulouse@riseup.net

<https://www.facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1>

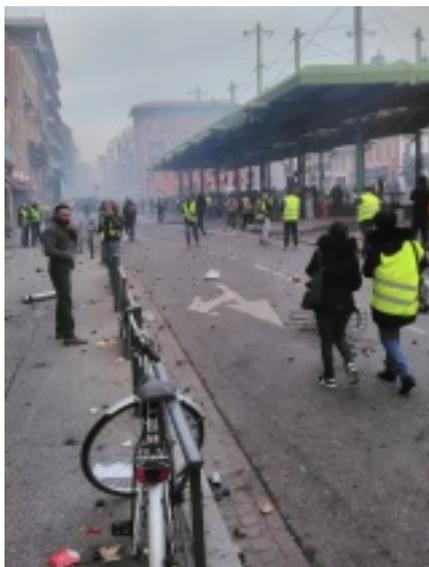
<https://www.facebook.com/Solidarit%C3%A9-Internationale-Antifasciste-Toulouse-248011655799243/notifications/>

page officiel des jeunes libertaires Toulouse et contact: <https://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>

<https://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

Assemblée des gilets jaunes de la région Occitanie

Le 9 décembre s'est tenu près de Toulouse la 1ère AG des gilets jaunes de la région Occitanie. L'appel laissait entendre une élection probable de représentants du mouvement. C'est donc avec suspicion que nous nous y sommes rendus. Car c'est bien là l'une des forces de cette révolte que d'être insaisissable pour le pouvoir, fluide, liquide. Sans représentant ou leader avec qui dialoguer, corrompre ou acheter, le gouvernement se trouve être totalement désorienté. Il était donc essentiel pour nous que les GJ conservent l'horizontalité qui leur avait jusqu'alors si bien réussi. Craignant une tentative de récupération de la part des organisateurs, nous fûmes très rapidement rassurés. L'animateur de cette réunion fit rapidement part de ses préoccupations et explicita ses interrogations : il n'envisageait son rôle que pour permettre aux différents gilets jaunes présents (je dirai à peu près 400 personnes) de s'exprimer librement sur la nécessité ou non d'organiser le mouvement, et ce avec ou sans représentant. Lui même ne désirant en rien être élu comme représentant ou quoi que soit d'autre. S'en suivit une série d'interventions de nombreux individus, limitées à 2 minutes par personne, exprimant leurs points de vue sur les questions évoquées précédemment. La majeure partie des prises de parole fût d'une qualité remarquable, lucide et pleine de bon sens (chose que l'on ne retrouve au demeurant que rarement dans les milieux gauchistes). Même dans mes rêves les plus doux je ne pouvais imaginer que la vox populi put posséder de telles harmonies. Chacune des déclarations suscitait des interrogations et des questionnements parmi le reste de l'assemblée. Chacun prenait alors progressivement conscience de la réalité et des enjeux. Comme dans tout processus révolutionnaire, l'esprit des individus asphyxiés depuis des années semblait trouver un nouveau souffle, un désir et un appétit d'apprendre, de s'ouvrir à des nouveaux horizons. Il est fascinant de voir en l'espace de quelques instants les esprits s'élever et embrasser totalement, sans avoir jamais lu Bakounine ou Emile Pouget, les principes d'horizontalité et d'action directe. Il est vrai que lors des premières interventions, certains des GJ présents avaient exprimé le désir d'avoir des représentants. Suite à ces débats furent organisés deux votes, l'un pour savoir si nous voulions nous organiser, l'autre pour savoir si nous voulions des représentants. A la première question près des deux tiers des individus présents répondirent que oui, à la seconde seulement 15 personnes sur les 400 que nous étions souhaitaient encore être représentées. Il a donc été convenu que nous nous organiserions sans chef et ce autour d'un socle de revendications. Pour reprendre les mots de l'organisateur qui avait conclu, nous pouvons dire que nous avons vécu les prémises d'une vraie démocratie ! Ce fut un beau moment !



POUR NOUS RENCONTRER :

Passer discuter autour d'un café, **le samedi de 17 à 19h.** au 7 rue St Rémésy, 3100 Toulouse.

Ou passer aux **tables de presse** sur les marchés : Samedi matin à Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10h30 et St Aubin 12h30).

Sur **Internet** : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>
Facebook : cnt-ait Toulouse,

De l'utilité du salafisme

Après l'attentat islamiste de Trébes en Mars 2018 les médias ont véhiculé un argument assez original pour justifier la tolérance du pouvoir envers le salafisme, « on n'interdit pas une idée » ont-ils dit . Cette formulation repose sur une personnalité indéfinie le « on », comme s'il n'existait pas dans cette société une entité capable de censurer , de réglementer, d'interdire, cette formulation en réalité fait comme si l'Etat n'existait pas.. .. Il suffit de rappeler cette réalité pour comprendre combien sous des dehors sympathiques cette expression est une énorme hypocrisie. Non, dans cette société ce n'est pas quelque chose de vague, une personnalité indéfinie, qui possède la capacité d'interdire mais bien une entité juridique qui possède tout un appareil répressif et médiatique et qui en l'espèce ne s'est jamais privé d'interdire des idées. Certes il lui est encore heureusement impossible d'interdire à tout un chacun de penser ce qu'il veut. Par contre tout au long de l'histoire et sous toutes les latitudes nous avons assisté à la démonstration que le pouvoir ne s'est jamais privé de persécuter ceux qui propagent des idées qui le dérangent .

Oui, le pouvoir a toujours interdit des idées, pour en rester à l'histoire de la République Française citons les lois scélérates contre l'anarchisme, celles condamnant la propagande antimilitariste et les nombreuses interdictions de partis politiques qui ont eux lieu tout au long du XXIème siècle. Par contre lors de la montée du fascisme constatons qu'effectivement celui-ci a bénéficié d'une clémence semblable à la tolérance actuelle pour le salafisme. Non, l'Etat n'interdit pas les idées...quand les tenants du pouvoir pensent qu'elles peuvent lui servir. Et oui il autorise voire favorise celles qui lui conviennent. Toujours suite à l'attentat islamiste de Trébes en Mars 2018 nous avons entendu un journaliste qui nous vendait la mèche: « quand même le salafisme a maintenu la paix dans les quartiers» disait-il en évoquant le spectre des émeutes de l'hiver 2005. A l'époque de ces émeutes tout le monde sait que l'Etat n'a pas hésité à en appeler aux « grands frères ». Nadia Remdane une fondatrice de la Brigade des Mères de Sevran fait remarquer à ce propos que si pour calmer les émeutiers les autorités sont allées chercher- entendez par- là subventionner- les « grands frères », ils n'ont pas fait appel aux grandes sœurs ni aux mamans. L'Etat en a appelé aux hommes, mais pas aux femmes, à la suite de quoi en cautionnant cet appel machiste, qui reléguait les femmes dans l'inaction politique ce qui est bien dans la ligne du salafisme, comme nombre d'institutions

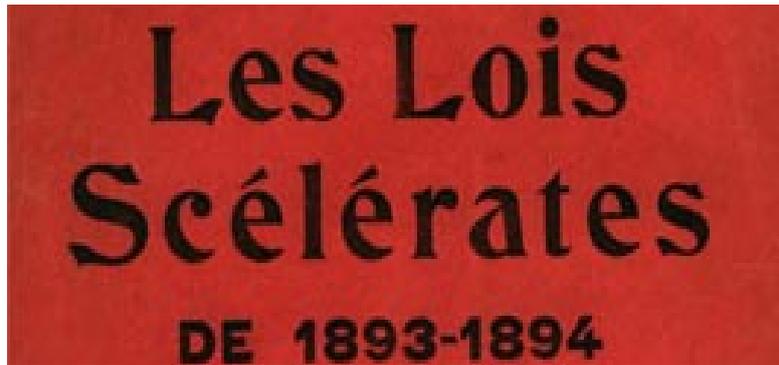
d'habitude plus pointilleuses sur les expressions sexistes, ont fait la part belle aux religieux. En favorisant par ce biais le développement de centres religieux, en augmentant le nombre d'imams, les dirigeants de ce pays ont favorisé le salafisme car, du point de vue théologique celui-ci est une expression légitime de l'islam (sinon la plus légitime parce que plus parfaite aux yeux de ses partisans). Non, ce n'est pas parce qu'ils n'aiment pas interdire des idées; ce n'est pas parce qu'ils seraient tout d'un coup devenus libertaires, qu'ils auraient abandonné tous leurs pouvoirs coercitifs, que plusieurs gouvernements n'ont pas

"Non, ce n'est pas parce qu'ils n'aiment pas interdire des idées; ce n'est pas parce qu'ils seraient tout d'un coup devenus libertaires, qu'ils auraient abandonné tous leurs pouvoirs coercitifs, que plusieurs gouvernements n'ont pas interdit le salafisme. Ils ne l'ont pas interdit car ils ont estimé que ce dernier pouvait leur être utile."

interdit le salafisme, ils ne l'ont pas interdit car ils ont estimé que ce dernier pouvait leur être utile. De la même façon que Bachar El Assad avait sorti de prison les fanatiques islamistes au début de la Révolution syrienne pour écraser l'aile progressiste de cette révolution et la discréditer définitivement aux yeux de

l'opinion internationale, le pouvoir, ici et maintenant, a considéré qu'ils pouvaient lui servir d'auxiliaires. Non, il n'est donc nul besoin ici de théorie du complot, à raison d'un attentat sanguinaire tous les six mois il était fortement probable que cela finisse par tomber au cours d'un mouvement social. Cette conjonction s'est déjà produite deux fois. L'assassinat des policiers de Magnanville a eu lieu pendant les manifestations contre la loi Travail et l'attentat du marché de Noël de Strasbourg a eu lieu en plein mouvement des gilets jaunes. A chaque fois cela a permis à l'Etat d'actionner deux leviers d'une mâchoire répressive destinée à étouffer la contestation sociale. Le premier consiste à infliger des procédures pénales anti-terroristes à de simples manifestants, ce qui permet de bafouer le droit de manifester, le deuxième consiste à développer une argumentation sécuritaire destinée à culpabiliser ceux qui en s'opposant à la domination capitaliste et étatique s'opposeraient à l'unité nationale. Nous avons vu ces deux leviers à l'œuvre avec l'attentat de Strasbourg perpétré par un islamiste connu de longue date. D'un côté la police a pu agir comme dans les pires régimes autoritaires, a pu arrêter des trains entiers pour les retarder, a pu embarquer des simples passants et les placer 48 heures en garde à vue, et de l'autre nous avons entendu un discours médiatique consistant à interdire moralement aux gilets jaunes de manifester et à faire l'apologie de cette même police qui les réprimait, les

tabassait et les mutilait à coups de flash-ball. Pour l'instant nos minables Machiavels peuvent se frotter les mains, par leur cynique renversement de responsabilités ce sont ceux qui contestent un Etat complice de l'islamisme qui sont traités par le pouvoir comme des terroristes. La seule question qui se pose est jusqu'à quand va durer cette sinistre plaisanterie ?



La police déteste tous le monde...

Depuis le début du mouvement révolutionnaire des gilets jaunes, la presse médiatique s'est emparée de la dégradation de péages, de poubelles en feu, et de vitrines de magasins brisées comme des actes extrêmement violent, faisant le tour en boucle toute la journée. Sur les réseaux sociaux, nous assistons à la casse, pas celles de vitrines ou autres objets, mais à celle d'êtres humains.

La violente répression policière envers ceux qui manifestent leur mécontentement est monnaie courante. Face à cela les médias ne font pas trop d'éloquence, et l'état non plus. Une journaliste de France 3 le fit, elle fut vite censurée puis licenciée. Castaner monte aux créneaux, avec son ça « suffit, », un ordre, certainement, direct de réprimer violemment les manifestants. A en voir les images et toutes les arrestations abusives, j'ai pu assister des mes yeux, à un déferlement de lacrymogènes alors que les gens étaient tous simplement rassemblés en fin, en début ou en milieu des manifestations. Des les premières fumées, les drapeaux des gauchistes avaient soudainement disparus, et nous nous sommes retrouvés dans une nasse entre des blindés devant, un canon à eaux derrière, des matraqueurs en gilets bleu dans quasiment tous les petites rues. Heureusement les plus rusés des gilets jaunes ont bifurqués pour manifester ailleurs. Moi même et plein de copains en gilets sommes restés là à attendre qu'on nous libère

de la place qu'ont souhaitait occuper... Nous avons pu voir aussi, des gens de la BAC ou autres foncer tel des rugbyman sur des gilets jaunes, des flash-balls passer très prêt au niveau de la tête, des jets puissants de canon à eaux projeter à terre des gilets jaunes positionnés sur



le trottoir ou sur l'avenue, un épais brouillard sur toute l'avenue qui agressait nos bronches. Toute cette armada au frais du contribuable bien-sur ! Nos impôts servent à ça, a nous réprimer violemment. Le gouvernement ferait mieux d'utiliser l'argent qu'il gaspille pour un vrai service public digne de ce nom. Des hôpitaux ou l'humain serait au centre des intérêts, soignants et soignés,

des facultés vraiment gratuites pour tous sans obliger les jeunes à travailler dans des restos minables, pour une chambre universitaire de 10m2, ce qui représente une somme importante pour leurs budgets et celui de leurs familles. Ne savent-ils pas que la dégradation du service public ne ferat que renforcer le mouvement des gilets jaunes ? Nous pouvons l'affirmer clairement, la police déteste tous le monde, car les lacrymogènes sont pour tout le monde, les coups de bâton aussi. Il est vrai que l'on ne risquera rien si on accepte des conditions de vie très difficiles et dégradantes, si on ne souhaite pas montrer de la solidarité envers autrui et si on ferme les yeux devant de tels agissements de personnes assermentées. Chose que nous connaissons depuis trop longtemps, les gilets jaunes ont dit comme Castaner, mais avant lui « sa suffit », et montrent jour après jour leur détermination ! Castaner parle de violence mais qui lance des flash-balls dans le dos d'un papy

6●●●●Spécial gilets jaunes●

de 75 ans ? Qui met des lycéens à terre les mains croisées derrière le dos ? Qui est armé jusqu'au dents ? Qui pointe son arme ? Qui retire tout les matériels médicaux à des secouristes, venu justement soigner les blessés pendant les manifestations ? La non assistance en personne en danger n' est-elle pas punissable ? Castaner a choisi de lancer ces troupes, afin de réprimer ce mouvement avec toutes les forces disponibles. Les gilets jaunes ont perdu beaucoup, entre les garde à vue abusives, les arrestations, les

amendes, les blessés. Certains ont même perdus des amis, de la famille, au cœur de la révolte, sur les rond-points, où Castaner a encore décidé d'évacuer ces espaces de luttes par la force. Le gouvernement tape puis veut dialoguer et lancer un grand débat. Mais les gilets jaunes ont choisit ces rond points pour débattre et se faire entendre, et n'ont pas attendu le référendum pour s'exprimer. Depuis plusieurs semaines ils pratiquent la solidarité, le partage et l'entraide et l'action directe. Beaucoup savent très bien que ces débat promis et ce

referendum, c'est comme la lacrymogène c'est de l'enfumage... La lutte va continuer, MACRON n'aura pas d'autre choix que de libérer les gilets jaunes incarcérés et d'arrêter les procédures en cours contre tous ceux qui ont participer aux rassemblements, blocages, manifestations des « gilets jaunes ». La violence ce n'est pas les gilets jaunes, c'est l'état et le capital : « ça suffit » !

Quand la bourgeoisie à peur des classes populaires

"La révolution par laquelle la classe accédera au pouvoir et à la liberté n'est pas un événement unique d'une durée limitée. C'est un processus d'organisation, d'auto-éducation, au cours duquel les travailleurs trouveront peu à peu, tantôt par une progression tantôt par bonds, la force de vaincre la bourgeoisie, de détruire le capitalisme et de construire un nouveau système de production collective."

Anton Pannekoek -les conseils ouvrier

Il arrive parfois, que l'histoire, se répète. En effet depuis quelques semaines, un mouvement contestataire est apparu: des individus affublés d'un gilet-jaune fluo (ndr: que la sécurité routière à imposé à tous les citoyens Français

possédant une voiture). Nos contestataires occupent les ronds-points de tout le territoire, et manifestent aussi leurs mécontentements dans la rue. Ce mouvement est apparu en réaction aux surplus de taxes que nous payons et à la limitation de vitesse à 80Km/H. Des revendications immédiates et matérielles. Il n'en à pas fallu moins pour que la presse aux ordres du gouvernement, se déchaîne en étalant tout son mépris sur ces gens. Le parallèle avec le début de la commune de Paris de 1871, est troublant, les citoyens Parisiens de cette époque exaspérés de les défaites militaire Française face à l'Allemagne, et donc poussés par une fièvre patriotique, exprimèrent leurs mécontentements: le commencement de la commune de Paris, n'était pas tellement prolétarien! Pourtant les communards finirent par réaliser au fil des jours, sans trop le savoir, l'une



des premières tentatives révolutionnaires de l'histoire moderne, ou les classes laborieuses relevèrent la tête, s'organisèrent notamment en démocratie directe. Elle même devenue une référence essentielle des mouvements révolutionnaires toutes tendances confondues (Anarchiste, Communiste et Social-démocrate!!!). Il ne s'agit pas ici de dire que les gilets jaunes sont les nouveaux communards, mais de constater que dans une situation pré-révolutionnaire ou carrément révolutionnaire, les gens apprennent très, très vite. Des revendications réactionnaires peuvent se muer rapidement en revendications



Un immeuble des quartiers nord de Marseille. Fleuri de beaucoup de gilets jaunes aux balcons

révolutionnaires suivant l'évolution tout aussi rapide des personnes engagées dans une lutte sociale autonome. Et nous vivons actuellement une situation sociale qui se rapproche d'une situation pré-révolutionnaire. Comme les Communards de 1871, les gilets jaunes subissent le mépris, et la condamnation des élites, mais surtout aussi des intellectuels. Ceux qui n'hésitent pas à considérer ces GJ comme des nouveaux fascistes, des "beaufs", des "xénophobes" (forcément!), qui "ne savent pas parler", à qui il "faudrait supprimer la redevance télé pour les calmer, parce qu'ils n'ont pas beaucoup de loisirs". Certains de ces donneurs de leçon critiquent le fait qu'il n'y ait aucun leader alors que d'autres les imaginent manipulés par l'extrême droite (ndr: d'ailleurs à ce propos l'un des "porte paroles", c'est présenté sur une liste FN en Canet en Roussillon, liste soutenu par le P.S, oui,oui!!). On résumer aussi ce

mouvement à une simple jacquerie rurale et périurbaine, etc... Alors que dans le même temps ces intellectuels soi disant de gauche encensent une classe ouvrière fantasmée, celle des trentes glorieuses aurait été soi disant inféodée à la CGT et au PCF. Ils font mine de pas voir que les GJ sont essentiellement constitués d'ouvriers et même de prolétaires "issus de l'immigration". Ces gens là quand ils parlent de classe moyenne, ne savent pas ce qu'ils racontent et font de la confusion volontairement. Nous avons les intellectuels que nous méritons! Il est à noter aussi que quasiment aucune des grandes organisations de gauche ou d'extrême gauche ont rejeter pendant longtemps ce mouvement: Martinez de la CGT avait même dit que c'était un mouvement fasciste (carrément!). J'ai été terrifié quand j'ai constaté l'état du mouvement ouvrier en France ou ce qu'il en

... Alors que dans le même temps ces intellectuels soi disant de gauche encensent une classe ouvrière fantasmée, celle des trentes glorieuses aurait été soi disant inféodée à la CGT et au PCF. Ils font mine de pas voir que les GJ sont essentiellement constitués d'ouvriers et même de prolétaires "issus de l'immigration".

Je m'explique, j'ai senti une haine des gens de gauche et d'extrême gauche pour ce mouvement, considérant eux aussi les gilets jaunes comme des gros beaufs. Pourtant au bout d'une ou deux semaines, je les ai vu en parfait

opportuniste courir après ce mouvement. Force est de constater que ces crétins sont incapables d'imaginer qu'un mouvement puisse se développer sans eux; ils ne peuvent pas concevoir, que des gens qu'ils méprisent à longueur d'années puissent tout remettre en question et prendre leurs vies en main. Les gilets jaunes que j'ai rencontrés à Toulouse et dans le Tarn, n'appartenaient à aucune mouvance particulière. Pour la plupart d'entre eux c'était leur première mobilisation et, rappelons le, personne ne naît Anarchiste et révolutionnaire. J'y ai rencontré des personnes plus ou moins Poujadistes, mais aussi des libéraux, des anti étatistes, des conservateurs, des socdem, des stalinien, des fachos, des Anarchistes de divers courant, des révolutionnaires, mais surtout beaucoup de gens sans étiquettes politiques, peut être même la majorité. J'ai ressenti quelque part un grand bol d'air frais, il n'y avait pas ces militants donneurs de leçons, qui se prétendent super conscients, mais qui curieusement ne réalisent pas que le mouvement des Gilets Jaunes est peut être une amorce de révolution, et eux non seulement ne s'en rendent pas compte mais condamnent ce mouvement en le considérant comme fasciste! A tous ces gauchistes qui parlent toute l'année de révolution, sachez qu'une révolution c'est toujours un moment de confusion totale. Si vous pensez que ce mouvement n'est pas valable parce que les GJ se foutent pas mal de l'écriture inclusive, Qu'ils ne sont pas à la pointe de la lutte LGBT, qu'ils ne parlent pas d'immigrés sans papiers dans leur revendications: eh bien vous êtes des bourgeois comme les autres!

Il y a aussi du moins bon.

●●●●●Spécial gilets jaunes●

Malheureusement des nervis d'extrême droite tentent d'infiltrer ce mouvement profitant de sa base très large, très hétérogène. De purement matérielles au départ, elles sont devenues rapidement plus sociales, plus globales. Il est vrai qu'il existe un certain interclassisme dans ce mouvement, mais tôt ou tard les antagonismes de classes ressurgiront. Il est vrai qu'on y trouve des petits artisans et petits patrons qui protestent sur le trop de taxe, mais on y rencontre surtout des chômeurs, des ouvriers, des retraités... Ensuite nos antifascistes de salon nous explique que c'est un mouvement nationaliste car ils chantent la marseillaise et blablabla... Non seulement la marseillaise à été un chant révolutionnaire (éh oui les Bolchéviques eux mêmes la chantaient pendant la révolution de 1917), mais la commune de Paris n'a-t'elle pas vu le jour en réaction à l'invasion Prussienne et donc sous l'égide du patriotisme avant de se transformer radicalement en mouvement authentiquement

révolutionnaire? Les gauchistes reprochent également à certains gilets jaunes de crier "la police avec nous", les taxant alors de réacs. Est il besoin de rappeler que des révolutions ont commencé quand une partie de l'armée et de la police ont rejoins les rangs des révolutionnaires? La commune de Kronstadt et la révolution Allemande en sont des exemples

"... Si vous pensez que ce mouvement n'est pas valable parce que les GJ se foutent pas mal de l'écriture inclusive, Qu'ils ne sont pas à la pointe de la lutte LGBT, qu'ils ne parlent pas d'immigrés sans papiers dans leur revendications: eh bien vous etes des bourgeois comme les autres! ..."

historiques. On accable les gilets jaunes de tout un tas de truc, mais nous avons là des gens qui sont dans le concret, la lutte des classes n'avait



jamais vraiment disparu mais avec ce mouvement nous constatons l'état pitoyable, d'un mouvement ouvrier ou les soit-disant militants révolutionnaires, ne sont pas là ou ils devraient êtres, c'est à dire dans la rue avec les prolétaires. Si ce mouvement évolue en quelque chose de réellement fasciste (pour de vrai), ces antifascistes de salon auront leurs responsabilités.



LES « ANARCHISTES » DANS LA REVOLUTION FRANCAISE

Nous avons souvent lu et récemment encore sous la plume de Michel Onfray cette éloge du girondisme, du nom de cette fraction de conventionnels qui en 1792 s'opposait aux jacobins, consistant à le présenter comme un simple adversaires du centralisme jacobin. Rappelons que la question du fédéralisme qui a opposé durant la révolution française jacobins et girondins n'était que la conséquence de l'affrontement entre la bourgeoisie s'étant accaparé les biens nationaux et qui voulait stopper la Révolution et le peuple plongé dans la misère. Devant la crise des subsistances de l'hiver 1792 /1793 et l'augmentation des prix des denrées de nombreuses émeutes et pillages éclatèrent dans tout le pays avec pour résultat une nouvelle poussée révolutionnaire dirigée contre le gouvernement girondin soutenu par les gros négociants de Nantes et Bordeaux. Les questions que posaient les révolutionnaires de 1793 étaient celles de la loi agraire, de la fixation d'un salaire minimum et d'un prix maximum pour les denrées alimentaires. Comme on le sait cet affrontement allait se traduire momentanément par la chute des girondins dont la fin tragique et la propagande conservatrice allait alimenter une vision romantique comme par exemple Alphonse de Lamartine dans son « histoire des girondins »

Sans ce rappel historique comment comprendre que ce fût précisément à un des chefs de file du parti girondin, Jean Pierre Brissot, que l'on doit la publication en mai 1793 d'une longue lettre de 148 pages à ses électeurs dont le titre était éloquent « Lettre sur la situation de la Convention nationale, su l'influence des anarchistes et les maux qu'elle a causé, sur la nécessité d'anéantir cette influence pour sauver la République » Dans cette lettre Brissot compare la situation alors insurrectionnelle de Paris avec celle de certains départements qui ont su enchaîner (comme il dit) la fureur ces « anarchistes». Ainsi du département de la Gironde où « le peuple s'y est soumis à la loi, quoiqu'il payât le pai jusqu'à dix sols la livre » Il poursuit en décrivant la situation à Orléans ville qui demeura calme malgré la disette jusqu' à l'arrivé de détestables anarchistes qui dénoncèrent l'existence de stocks alimentaires détenus par des spéculateurs. Dans cette lettre Brissot propose l'élection d'une nouvelle Assemblée qui devra s'éloigner de Paris. Cette mesure d'éloignement du pouvoir de la capitale révoltée, que n'auront pas le temps d'appliquer les girondins, sera

celle retenue par Thiers en 1871 pour massacrer les communards. C'est à ce complot criminel de la bourgeoisie girondine contre le peuple pour anéantir l'élan révolutionnaire en anéantissant la capitale que l'on doit la légende romanesque du fédéralisme girondin .

... Dans cette lettre Brissot propose l'élection d'une nouvelle Assemblée qui devra s'éloigner de Paris. Cette mesure d'éloignement du pouvoir de la capitale révoltée, que n'auront pas le temps d'appliquer les girondins, sera celle retenue par Thiers en 1871 pour massacrer les communards.

Tout cela n'a pas échappé à Kropotkine qui dans son ouvrage la Grande Révolution en 1909 posera cette question »Mais qui sont ces anarchistes dont Brissot parle tant et dont il demande avec tant d'acharnement l'extermination ?» La réponse qu'il apporte mérite d'être relue entièrement pour son actualité et nous ne donnerons ici que quelques extraits significatifs «

D'abord les anarchistes ne sont pas un parti. Ce sont des révolutionnaires disséminés dans toute la France... Ils se sont donnés à la Révolution corps et âmes, ils en comprennent la nécessité, ils l'aiment et ils travaillent pour elle... Et quand il faut donner un coup de collier, enflammer le peuple et marcher avec lui contre les Tuileries, c'est eux qui préparent l'attaque et combattent dans les rangs... Le jour où l'élan révolutionnaire du peuple sera épuisé, ils rentreront dans l'obscurité. Et il n'y aura que les pamphlets remplis de fiel de leurs adversaires pour nous permettre de connaître l'immense oeuvre révolutionnaire qu'ils ont accompli »

Puisqu'il n'a échappé à personne combien la Révolution Française faisait référence dans le mouvement des GJ il n'était plus inutile aujourd'hui de rétablir ces faits historiques, puissent ils nous servir pour comprendre la portée des événements actuels.

Gilets jaunes

Pendant tout le dix-neuvième siècle et la plus grande partie du vingtième, la question sociale, c'est à dire la manière dont sont réparties les richesses produites par la communauté entre les diverses couches de la population a été la question politique essentielle dans les sociétés occidentales. Des millions de personnes ont pris les armes, fait des révolutions, renversé des gouvernements, pour obtenir plus d'égalité économique, une répartition plus juste de la richesse entre tous, pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces mouvements ont inspiré de par le monde des



10 ●●●●Spécial gilets jaunes●

Depuis quelques décennies, les penseurs post-modernes mettent en avant d'autres problématiques telles que celles du genre, de la race, de l'identité, de la religion etc pour expliquer l'évolution historique des sociétés. Pour eux, la question centrale n'est plus celle de la lutte des classes mais celles de la lutte des sexes, des races, des genres, des cultures etc. Ces conceptions très à la mode dans certains milieux intellectuels sont largement diffusées par les médias et le soutien aux luttes de tous les groupes sociaux discriminés est devenu l'objectif principal sinon unique de nombre d'organisations et de militants progressistes. C'est un fait incontestable, que dans le même temps, les détenteurs du capital et les états ont accentué leur pression sur les classes pauvres, en baissant leur pouvoir d'achat, en rognant leurs droits, en remettant en question des avantages acquis de haute lutte par les générations précédentes. Avec comme prétexte des arguments calamiteux (mondialisation, communauté européenne, monnaie unique...) les capitalistes restructurent l'économie à leur plus grand profit et le mouvement ouvrier semble bien léthargique face à ces agressions. C'est presque sans réaction que les classes pauvres assistent à la baisse de leur niveau de vie, à la restriction de leurs libertés, à la perte de leurs droits. Le chômage, la misère, le mal être affectent des proportions de plus en plus importantes de la population. Les organisations syndicales dites représentatives, normalement en charge de la défense des intérêts des classes

travailleuses se révèlent impuissantes face aux offensives des patrons et de l'état. Ces vénérables institutions, largement financées par l'état limitent leurs ambitions à l'organisation de journées d'action ou de manifestations, toutes formes de contestations débouchant toujours sur des négociations « entre partenaires responsables ». Leur fonction réelle apparaît ainsi clairement aux yeux de tous: masquer les antagonismes de classe et gérer les inévitables conflits de façon que l'économie fonctionne au mieux en

Depuis quelques décennies, les penseurs post-modernes mettent en avant d'autres problématiques telles que celles du genre, de la race, de l'identité, de la religion etc, pour expliquer l'évolution historique des sociétés.

proposant des voies de garage aux révoltés, laissés pour compte de la société capitaliste. Cette répartition des rôles entre partenaires responsables (à l'état les fonctions régaliennes, aux patrons l'économie, aux syndicats la gestion du social) a permis pour le plus grand profit des classes privilégiées d'éviter jusqu'à présent les révoltes populaires du type de juin 1936, mai 1968 etc. mais l'arrogance des puissants ne connaît pas de bornes, et c'est parce qu'ils ont voulu faire payer aux classes pauvres la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique (réchauffement qui n'est que l'une des catastrophiques conséquences de la

logique économique capitaliste et de la marchandisation du monde) en augmentant les taxes sur les carburants, qu'ils ont déclenché un mouvement de révolte populaire qui choisit un gilet jaune comme symbole dérisoire. L'histoire nous montre que l'élément déclencheur des révolutions est souvent presque insignifiant et c'est presque rien, juste une petite taxe supplémentaire sur les carburants qui a déclenché la tempête sociale. Pour que les classes dominées consentent sans rechigner à obéir, pour qu'elles acceptent une organisation de la société fondamentalement injuste et si manifestement contraire à leurs intérêts, il faut qu'elles soient aveugles et sourdes et les États au service des classes dominantes, pour les maintenir dans cet état amorphe ne lésinent pas sur les moyens. Mais lorsque les écarts de richesses deviennent phénoménaux, lorsque une majorité de ménages à le sentiment de s'appauvrir, quand la misère se généralise alors qu'une minuscule minorité de très riches confisque une part croissante de la richesse du pays et s'exhibe avec outrecuidance aux yeux de tous, quand l'état par toutes ces mesures favorise manifestement ces très riches, qu'il montre son incapacité à résoudre les crises écologiques provoquées par le mode de développement qu'il génère, alors les dominés sortent de leur léthargie, enfilent un gilet jaune pour manifester leur refus de tout ce à quoi ils consentaient jusqu'alors et leur volonté d'un autre futur. Eux qui écoutaient en silence les discours des hommes politiques en place se mettent à discuter,

à échanger, à confronter leurs idées. Chaque rond point devient un forum permanent et si chacun vient avec ses idées, ses espoirs, ses conceptions différentes de celles du voisin, tous partagent le refus du système politique en place, tous aspirent à une véritable démocratie et donc refusent d'élire des représentants car ils savent qu'ils deviendraient des notables manipulés par les gouvernants, tous aspirent à plus d'égalité et haïssent les privilégiés qui accaparent les richesses, ils dénoncent l'hypocrisie du gouvernement qui prétend défendre la nature et fait la promotion à outrance de la croissance économique, qui tout en affirmant défendre la justice sociale taxe les pauvres et supprime l'impôt sur la fortune, qui s'affiche au niveau international pacifiste et vend des armes à des pays en guerre, défenseur des droits de l'homme et soutien de fait des pires dictatures etc etc Et c'est bien de ces contradictions inhérentes au système capitaliste que discutent les gilets jaunes, et ce faisant ils découvrent qu'ils partagent tous le même sort, les mêmes difficultés à boucler les fins de mois, les mêmes aspirations. Alors que le système maintenait chacun d'entre eux isolé dans un face à face solitaire avec la marchandise, ils prennent conscience qu'ils appartiennent tous à une classe sociale exploitée et découvrent le plaisir

d'échanger entre égaux, de décider ensemble, d'agir ensemble. La plupart de ceux qui viennent sur les ronds points n'avaient jamais auparavant participé à aucune manifestation, à aucune discussion publique. Ce mouvement des gilets jaunes est donc pour eux une sorte d'initiation: ils redécouvrent les vertus de la solidarité et de l'action directe; alors, qu'isolés ils étaient obligés de baisser les yeux devant le moindre représentant de l'autorité, unis et solidaires, ils découvrent qu'ils



constituent une force redoutable capable d'effrayer les gouvernants. A travers les gilets jaunes, c'est le peuple tout entier qui montre ses aspirations profondes, en soutenant le mouvement, en klaxonnant, en arborant un gilet jaune dans la voiture, en apportant des provisions sur les rassemblements... la solidarité de la population est impressionnante. Tous les laissés pour compte de la société, tous ceux qui s'estiment lésés, tous ceux qui aspirent à

plus d'égalité enfilent un gilet jaune, et sur les ronds points se retrouvent des gens très divers qui s'expriment en toute franchise sans retenue aucune: la parole populaire se libère et apparaît dans toute sa diversité. Bien sûr il y a des gilets jaunes racistes, nationalistes, xénophobes mais il y en a infiniment plus qui sont de bonne compagnie et lorsque on s'oppose au discours des premiers, il y a toujours des personnes qui nous approuvent. L'extrême droite évidemment cherche à faire passer son

message de haine (les gilets jaunes constituent un public de choix) mais c'est la responsabilité des militants progressistes de s'y opposer, de faire entendre un discours émancipateur, de parler de solidarité, d'égalité, d'évoquer les expériences révolutionnaires du passé, enfin de faire œuvre de militant. La majorité des gilets jaunes, ne savent rien de ces sujets et

ne demandent pas mieux que d'en discuter. Ça les change des matchs de foot et des séries télé ! On ne peut que regretter que par aveuglement, nombre de libertaires soient restés spectateurs. Sept semaines déjà que le mouvement a débuté et il continue faisant preuve d'une inventivité et d'une résilience extraordinaire. Aidons-le à s'épanouir !!!!



De la révolte populaire à la révolution sociale ?

France 2018, quatre décennies de recul de la classe ouvrière, des travailleurs toujours plus pauvres de leurs familles toujours plus méprisées. France Novembre 2018, la question sociale était donc la grande oubliée. Elle était remplacée par des débats sociétaux menés pas les couches privilégiés, hors de tout souci matériel celles-ci pouvaient se flatter à bon compte de progressisme. Ce progressisme accoucha de Macron. Aux injonctions sociétales, alimentaires, comportementales mais surtout à l'avidité du grand patronnat, ce progressisme a offert un feu d'artifice législatif.

Pendant 18 mois des lois, des « réformes », et un nombre inquantifiable de règles et de normes furent pondues dans bien plus de sens que les revendications des gilets jaunes, sans que notre bonne bourgeoisie médiatique ne trouve rien à redire à ce catalogue de « réformes ». On a tous pu constater la sincérité d'un tel progressisme dans la façon dont la police a traité les lycéens de Mantes la Jolie au moment où le parlement « En Marche » interdisait la fessée. On a tous pu constater ce que valait le féminisme du ministre Shiappa définitivement silencieuse devant les femmes en gilets jaunes tabassées, mutilées, emprisonnées par des sadiques en uniforme. En réalité la bourgeoisie avait construit un scénario qui lui donnait le beau rôle, celui de remplacer l'affrontement classe contre classe par celui du progressisme contre le populisme, du bien contre le mal. Un scénario dans lequel manger du saucisson, regarder une fille dans la rue, rouler en diesel, fumer dans un lieu public ou parler de bas salaires vous rangeait inévitablement dans le camp des populistes, des criminels ou des fascistes. Rien d'étonnant alors à ce

que le mouvement des gilets jaunes ait débuté sous les insultes de la macronie et de ses complices. Le 16 Novembre au soir sur France Info, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez passera dans l'histoire pour l'imbécile ayant dénoncé comme payé par les patrons le plus fort des mouvements sociaux depuis 1968.

17 Novembre 2018, changement de paradigme. En imposant de manifester de façon libertaire, où et quand ils veulent sans déposer ni

nous sommes en présence d'un processus dynamique qui a déjà changé et changera encore .

autorisation, ni parcours, ni SO et sans nommer de chefs, en parlant de vie chère, de fric plus que du RIC. En faisant du bruit, applaudissant fort et gueulant plus encore, quelque soit leurs prénoms, sexe, âge ou handicap. Tous ensemble les gilets jaunes ont déchiré le scénario qui divisait la population en la menant vers toujours plus de misère.

Le 1 Décembre a marqué un autre tournant, par son caractère



insurrectionnel cette journée a conduit à un premier rebondissement, ce qu'il est convenu de nommer l'extrême gauche qui quelques jours auparavant calomniait les GJ a dû avaler son chapeau et les rejoindre. Cette évolution confirmait la dynamique que nous avons décrit dans notre premier communiqué du 14 /11/2018 (1) <https://www.facebook.com/CNT.AIT.Toulouse>, nous sommes en présence d'un processus dynamique qui a déjà changé et changera encore. Dans ces conditions la question qui est dans tous les esprits est de savoir vers où ira cette révolte populaire qui s'est naturellement autoorganisée ? Pour y répondre, remarquons qu'elle s'est autoorganisée autour d'une référence qui est la Révolution Française et cela pour la raison que l'intelligentsia bourgeoise et post moderne a passé quarante ans à déconstruire la mémoire et la visibilité ouvrière, comme nous l'écrivions en 2014.(2) cf <http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?article694> Cette perte de la mémoire ouvrière dans un contexte où les chefs syndicaux sont corrompus, où les

secteurs stratégiques sont corporatistes (comme on l'a vu pour les routiers) et où l'essentiel des salariés est atomisé et précarisé, rend difficile le succès d'une grève de masse. Mais comme les causes de cette révolte restent les mêmes, et si aucune mesure politique forte destinée à gagner du temps n'est prise, telle une dissolution de l'Assemblée Nationale, il est fort probable que cette révolte se poursuive à court terme, en règle générale toute dynamique de cette nature ne peut se poursuivre qu'en s'amplifiant. Cela peut se produire sous la forme d'une nouvelle journée insurrectionnelle, à l'image justement de celles de la Révolution Française, auquel cas elle risque d'être plus forte que celle de premier Décembre. Ou bien peut être comme cela s'est vu ailleurs en Espagne en 2011 prendre la forme de puissantes marches convergentes des six coins de l'hexagone vers la capitale. Evidemment il peut se produire une

combinaison de ces possibles. Ce qui est à peu près certain c'est que le scandale de l'affaire Benalla va confirmer l'idée de faire une cible du palais de l'Elysée avec le risque de renforcer la tendance « putchiste » du mouvement. Ajoutons que si l'intermède des fêtes de fin d'année a permis au pouvoir d'exercer une forte répression policière et pénale contre ce qu'il considérait être les plus déterminés des gilets jaunes les reculs qu'il a du entamer, surtout le fait qu'il ait rapidement cédé à des revendications salariales dans la police, ne peut qu'encourager les travailleurs mécontents, surtout dans la fonction publique, la justice ou l'enseignement à rentrer eux aussi en lutte directe sur leurs revendications avec comme conséquence l'affaiblissement momentané des institutions, dans un cadre où le pouvoir en a le plus besoin pour maintenir son ordre. Cette configuration est donc explosive, elle ne manquera pas d'entraîner de



spectaculaires convulsions politiques, qui ne seront que des étapes vers un grand changement social si les questions du contenu idéologique et des moyens d'action sont abordées sérieusement, et surtout sans aucuns tabous, par les militants révolutionnaires.

Gilets jaunes : qui sont les casseurs ?

Critique de la violence et des formes de luttes

On entend, depuis le début de la mobilisation des gilets jaunes que des casseurs infiltrent le mouvement. Certains accusent l'extrême droite, d'autres l'extrême gauche et d'autres encore les jeunes de banlieue. Ce terme n'est pas nouveau et puisqu'il possède une définition floue, il peut être utilisé pour un peu tout et n'importe quoi. On n'arrive pas vraiment à s'y retrouver, mais une chose est sûre : les casseurs ont pour objectif de tout démolir, de faire triompher la

violence et nous faire vivre dans la peur et le chaos. C'est en tout cas ce que disent l'Etat et les grands médias...

Nous allons aborder par la suite les différentes formes de luttes en exposant certaines de leurs limites puis nous nous pencherons sur un texte exposant différentes formes de violence. Nous partirons d'un constat : les injustices présentes dans le système capitaliste ne sont pas nouvelles et certaines existent depuis plusieurs dizaines d'années. Prenons par exemple la répartition des richesses ; nous vivons dans « Un monde où 82 % des richesses créées



l'an passé ont bénéficié aux 1 % les plus riches de la population. [...] Dans le même temps, les 3,7 milliards de personnes constituant la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'ont vu aucune augmentation de leur richesse en 2017. Rien. Zéro. Le

14 ●●●●Spécial gilets jaunes●

monde appartient aux plus fortunés, et il n'y a nulle part où cette injustice est plus criante qu'au travail », selon Winnie Byanyima, directrice générale de l'ONG Oxfam invitée à s'exprimer au World Economic Forum de Davos. Les réponses légalement possibles en France pour essayer de réduire les injustices sont les suivantes :

- Manifester pacifiquement avec parcours, date et heure décidés par des représentants politiques du système : les préfets. Le tout encadré par les forces de l'ordre.
- Faire du jeu politique. C'est-à-dire participer aux élections ou créer son parti. Cela amène à faire des alliances et des promesses dont le seul but est d'obtenir le pouvoir et non d'agir pour l'intérêt commun. Nous tenons à préciser qu'il est courant que ces alliances ou engagements soient remis en question dès l'objectif atteint, lequel est de remporter les élections. En effet, nous constatons que nous utilisons souvent le pouvoir afin de préserver nos privilèges ou de les augmenter.
- S'exprimer, dénoncer. Cela passe par signer des pétitions, écrire des livres ou des journaux, passer à la tv ou à la radio, écrire des commentaires sur les réseaux sociaux...
- Agir en donnant de l'argent ou du temps à des oeuvres caritatives.

La désobéissance civile

Certains individus estiment que ces solutions légales sont peu efficaces ou trop lentes, et préconisent d'autres formes d'actions pacifiques mais illégales. Cinq éléments sont caractéristiques d'un acte de désobéissance civile : une infraction

consciente et intentionnelle, un acte public, un mouvement à vocation collective, une action pacifique et un but, la modification de la règle. Par exemple un blocage de lycéens sur leur lieu de travail pour demander de meilleures conditions d'études.

Les points critiquables dans la désobéissance civile :

- Ce n'est que de la communication. La portée peut donc être modifiée par :
 - Les médias qui choisiront ou non de relayer l'événement, avec un message qui n'ira pas nécessairement dans le sens que le voudraient les

... Un monde où 82 % des richesses créées l'an passé ont bénéficié aux 1 % les plus riches de la population. [...] Dans le même temps, les 3,7 milliards de personnes constituant la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'ont vu aucune augmentation de leur richesse en 2017...

activistes.

- Les médias qui détruiront ou non l'image que l'on voudrait transmettre ou, au moins, qui amoindriront ou en ridiculiseront l'impact.

◦ Les idées déjà présentes dans la population (aliénations mentale, sociale, économique) insérées par le tissu social, et surtout par l'influence notable des médias au profit des idéologies (économique et politique, non démocratique) qui les dépassent.

- Sous couvert de vocation pacifiste, il y aurait une tendance à oublier d'autres actions plus simples pour atteindre l'objectif fixé, en excluant de facto ceux qui ne partagent pas les idées de désobéissance civile.

- Ce qu'il faut dénoncer dans la vision de Gandhi ou du pacifisme

absolu ; c'est qu'il y a pourtant des cas où la désobéissance civile ne fonctionnerait pas. Des cas où les tyrans ou des classes supérieures ne remettront pas en cause leur politique, car ce n'est pas leur intérêt. Il y a des cas où le système lui-même ne se laisserait pas démettre par des coups de bluff dans la communication pourtant tellement démocratique.

- Peut-être que la désobéissance civile fonctionnerait dans le meilleur des mondes ou dans une véritable société démocratique, une société sans classe sociale, cependant nous n'en sommes pas encore là. Tant qu'il y a des classes, il y a lutte des classes. Interdire aux classes inférieures de réagir aux violences structurelles, mentales et aux injustices matérielles qu'elles subissent, ce qui est parfois leur seul recours, peut être considéré comme un crime.

L'action directe violente (NDR:

l'action directe n'est pas nécessairement violente, même si un groupe célèbre du même nom, à utiliser la violence et la guerrilla urbaine, et qui n'été pas forcément de l'action directe dans le sens ou nous l'entendons)

Par ailleurs, il existe des individus qui, conscients des limites des autres solutions ou par nécessité d'une réponse rapide, préfèrent s'attaquer directement au problème par l'action violente. Quatre éléments sont identiques à la désobéissance civile, l'élément pacifique étant remplacé par la violence. Aujourd'hui, certains militants s'attaquent aux symboles d'un système capitaliste qu'ils rejettent. Par exemple une banque, un cabinet d'assurance, une agence immobilière, un magasin d'une

société du CAC40 (Vinci, Total, Renault, Orange, Chanel...) ou un autre magasin d'une grande société étrangère (MacDo, Starbucks, Nike, Porsche...). Puis il y a ceux qui décident de se protéger en renvoyant les lacrymos, en montant les barricades et en se défendant des forces de répression.

D'autres les soutiennent en se masquant également. Les points critiquables dans l'action directe violente :

- Il peut exister d'autres actions plus simples pour atteindre l'objectif fixé, incluant peut-être les adeptes de la non-violence. En effet, certains gilets jaunes se désolidarisent de tout type d'actions violentes.

- Comme lorsqu'il s'agit de la désobéissance civile, elle peut servir, notamment par son utilisation dans les médias, à stigmatiser des populations, à décrédibiliser la violence et ainsi à cacher les révoltes. C'est pour cela que l'État et des grandes chaînes d'information s'empressent de traiter les militants de casseurs dès la moindre égratignure afin de déformer le message. En effet, l'utilisation du mot casseur et des vidéos de violences en boucle peut faire monter le sentiment d'insécurité.

- Être mêlé à la foule, ainsi que l'assurance d'une protection de l'anonymat, libère du jugement habituel et peut parfois mener à des actions moins légitimes ou moralement acceptables. C'est le cas d'une personne alcoolisée qui décide de se mêler à la foule et de casser la vitrine de la coiffeuse indépendante.

- Il peut paraître absurde de vouloir s'attaquer à l'ennemi sur son point fort. En effet, les forces de l'ordre

sont nombreuses, bien équipées, entraînées, et défendues par le système qu'ils protègent ; le rapport de force n'est donc pas souvent présent. Notre force est dans le nombre, rappelons que 82 % des richesses créées l'an passé ont bénéficié aux 1 % les plus riches de la population.

- Enfin, l'action violente permet notamment de justifier plus de répression et de diviser le mouvement.



Points de vues sur la violence

Je vous invite à présent à nous pencher sur le texte de Helder Câmara [1] sur la violence, qui commence ainsi : « Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés. » Il est ici décrit un système injuste qui répartit mal les richesses et qui ne se soucie guère de « ceux qui ne sont rien ». Cette violence est visible aujourd'hui, sous le quinquennat de Macron à cause de son aggravation continue : augmentation des privilèges pour les riches (retrait de l'ISF, cadeaux fiscaux, suppression de l'exit tax...), mépris de la classe

politique envers les travailleurs (monopolisation des décisions affectant la collectivité, insultes du président...), loi asile immigration, etc. Mais cette violence n'est pas nouvelle et les injustices peinent à disparaître. Selon Câmara : « La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. » Casser s'agirait alors d'une résistance à l'oppression d'un système violent trop injuste.

Il continue ainsi : « La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. » La quantité de vidéos circulant sur Internet montrant la disproportion de la violence policière en

témoigne. Rien ne peut justifier d'enlever un œil à l'aide d'un projectile de flash-ball, de mutiler à l'aide de grenades, d'utiliser des armes chimiques sur la population, de frapper avec des bâtons... Ou encore d'humilier et terroriser 150 lycéens à Mantes-la-Jolie ce 6 décembre 2018.

Il termine enfin : « Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. » En effet, c'est de cette hypocrisie dont se dotent l'Etat et les grands médias pour pointer du doigt les casseurs comme seuls

responsables de la violence. Nous tenons à préciser qu'il existe évidemment d'autres formes de violences qui ne sont pas abordées ici comme la violence pathologique, la violence naturelle, la cyber-violence, etc.

Rappelons cependant que nos systèmes politiques actuels se sont construits sur la violence (révolutions de 1789, de 1848, de 1870, résistance de 1945, mai 1968, etc.). De même, certaines formes de réponses violentes mais proportionnées sont couramment admises, par la morale, le droit et selon la doctrine des droits de l'Homme : en cas de légitime défense par exemple, ou d'état de nécessité face à l'oppression d'une tyrannie. Il est donc important de ne pas oublier

que tous les modes d'action peuvent être efficaces et de ne pas se désolidariser d'une partie du mouvement pour ainsi lutter contre la division, bien que ces différentes réponses au système injuste présentent des failles. Nous invitons également à réévaluer la violence des casseurs sans en faire l'apologie. Nous estimons cependant que dans une vraie démocratie sans représentants ni intermédiaires, l'utilisation de la violence ne sera pas nécessaire.

[1] Helder Câmara fut un évêque catholique brésilien, qui est connu pour sa lutte contre la pauvreté.

Nous tenons à préciser que nous nous opposons à toutes les religions car nous estimons que les religions permettent de justifier l'oppression. Cependant nous ne considérons pas les croyants comme responsables pour la politique de leur Église.

ENTRETIEN AVEC UN GILET JAUNE à côté d'un rond-point en Haute-Garonne

- Peux-tu nous expliquer comment es-tu arriver ici ?

- J'étais au rendez-vous du 17/11/18 à 7h30 dans mon village, juste pour voir car j'y croyais pas trop et puis j'avais un peu peur de me retrouver dans un mouvement politisé ou d'extrême droite. Et puis on a bloqué les stations services, fait passer les gens gratuitement au péage, etc... toute la journée.

Le lundi j'ai vu qu'un petit groupe était réuni sur le rond-point de l'entrée du village. Vu que je suis en convalescence, j'ai le temps en ce moment et donc je me suis arrêté discuter. Puis le lendemain pareil et c'est comme ça qu'on a commencé à s'installer sur le rond-point.

- Y avait-il une cabane aussi sur le rond-point ? (délogés du rond-point par la gendarmerie juste avant les vacances de Noël, ces Gilets Jaunes se sont ré-installés en face du rond-point)

- Oui, même 2 ! Lorsqu'il a commencé à pleuvoir, avec les moyens du bord, ce qu'amènent les gens (palettes, planches, bâches,...) on avait construit 2 abris sur le rond-point. Quand ils nous ont obligé à tout démonter, on s'est organisé pour garder une partie du matériel et le reste on l'a brûlé sur place. Pendant que certains surveillaient ce feu de la honte, les autres sont allés à la mairie. Quatre ont été reçus par la maire pendant qu'on attendait tous devant. Elle a accordé qu'on s'installe dans un bout du parking en face du rond-point. Le problème c'est que c'était un peu loin du passage des voitures, alors il y en a qui sont allés au cadastre et on a contacté les propriétaires du terrain juste en face du rond-point. Et comme ils soutiennent les Gilets Jaunes, ils nous ont donné leur accord pour faire ce qu'on voulait dessus. Et voilà aujourd'hui la superbe cabane qui est devant tes yeux !

- De quoi discutez-vous sur ce lieu ? De politique ? De la gestion du quotidien ?

- On discute de tout ! De politique, oui, mais la vraie, pas la politique politicienne. On discute de la galère pour tenir jusqu'au mois suivant pour la plupart d'entre nous, du fait que les quelques plus riches du pays détiennent presque toutes les richesses, de nos revendications, d'une vraie démocratie qui permettrait sans doute de résoudre une grande partie de ces problèmes.

La démocratie directe, on en parle mais on essaye aussi de l'appliquer : dans la gestion du lieu, dans les décisions d'actions ou dans les réunions. Je pense, et on est nombreux dans le groupe à le penser, qu'il ne faut pas de représentants, juste des portes-paroles, quand il y en a besoin, qui ont un mandat pour des choses précises décidées tous ensembles et pour une durée limitée. Et ces mandatés ne doivent pas être

toujours les mêmes.

- **Comment ça se passe une journée/soirée type ?**

- Les premiers qui arrivent le matin envoient un post sur le groupe facebook s'il y a besoin de monde ou de quelque-chose en particulier (café, palettes,...) puis après il y en a qui restent presque toute la journée, d'autres qui passent 20 minutes ou 4 heures en fonction de leurs possibilités, ça tourne...

Des gens qui ne peuvent pas passer du temps avec nous nous amènent de la bouffe ou toute autre chose qui peut nous servir, beaucoup klaxonnent, une mamie nous prépare de bons plats,... il y a un vrai soutien d'une bonne partie de la population, même si nous aimerions qu'il y ait encore plus de monde qui s'arrête et contribue.

Le soir, on a décidé d'arrêter le bruit et la musique à 22h pour ne pas déranger le voisinage et risquer une plainte, sauf à Noël et le 31/12 où plusieurs d'entre nous ont fait la fête ensembles.

Sinon en semaine on discute, on améliore le lieu, on s'occupe de la logistique et parfois on distribue des tracts (revendications des Gilets Jaunes).

On compte certainement faire quelques actions aussi mais ça on va en discuter vendredi en réunion.

Et le week-end, surtout le samedi c'est mobilisation maxi: Une partie d'entre nous « montent » à Toulouse pour la manif, les autres font des actions ici (filtrage péage gratuit,

distribution des tracts, opérations escargot...).

- **Et tout cela, ça crée du lien je suppose ?**

- Oui, il y a une solidarité, une entraide qui s'est instaurée entre nous. On est un peu comme une famille qui fonctionne plutôt bien. Il y en a qui proposent de garder les enfants de ceux qui partent en manif, des qui donnent des choses dont ils ne servent plus à d'autres qui en ont besoin ou encore d'autres qui proposent leur aide quand ils savent que l'un d'entre nous a une galère.

- **Avez-vous eu des problèmes avec la police ?**

- Dans l'ensemble, ici, les gendarmes ne sont pas trop embêtants... bon quand ils ont des ordres, forcément, ça se passe moins bien, mais ça pourrait être pire. On sait qu'ils ne peuvent pas être de notre côté de par leur fonction, même si certains disent être d'accord avec nos revendications ou ont leur femme qui participent au mouvement. Les CRS, que ce soit en manif ou aux péages, ça rigole moins...

Tout est question de rapport de force de toute façon, c'est pour ça qu'il faut continuer à se mobiliser au maximum.

Par contre on est conscient que la répression est féroce et inadmissible; que les morts, blessés, mutilés, incarcérés sont le fruit d'une dictature qui ne se cache même plus. L'un d'entre nous (des plus pacifistes) s'est fait jeter en garde à vue lors d'une manif à Toulouse. Le

lendemain, nous étions devant le commissariat central pour réclamer sa libération. Ils l'ont relâché mais il passera en procès pour n'avoir rien fait d'autre que manifester... le même jour on a eu une blessée par flash-ball; là non plus elle n'avait rien fait. On commence à avoir la haine et notre détermination ne s'en trouve que renforcée.

- **Et maintenant ?**

- On continue le combat ! Il faut continuer à s'organiser, toujours sans chef. Il faut continuer la mobilisation jusqu'à la destitution de Macron et l'obtention de nos revendications. Et même après il faudra rester conscients car l'éveil du peuple est nécessaire pour le futur de nos enfants. Il ne faut plus attendre quoi que ce soit de dirigeants, ces oligarques.

C'est en décidant nous même de notre avenir qu'on sauvera la planète.

On lâche rien !!!



Voici un tract de soutien des gilets jaunes aux femmes de ménage d'ELIOR, l'originale est en page 19, et nous, nous félicitons de cette initiative.

Elior, bas les pattes!

solidarité avec les salariés de Marseille qui doivent 2,8 millions d'euros pour avoir réclamé qu'a travail égal, salaire égal!

Le jugement tombé il y a quelques jours qui condamne les salariés d'Elior à Marseille à rembourser à leur employeur la somme de 2,8 millions d'euros est honteux.

Rappel des faits: il s'agit d'employés de l'entreprise de propreté qui auraient obtenu d'être payés au même niveau que leurs collègues exerçant dans un hopital de Montpellier ou à ST Microélectronics à Rousset. Cela concerne notamment une prime de 13eme mois, la cour de cassation explique dans son arrêt du 30 Mai que cela n'avait pas lieu d'être et à invalidé les précédentes décisions de justice. Et Elior, dix ans après, demande remboursement: les 183 salariés concernés devront rembourser les "trop-perçus" sur leur maigres salaires de femme de ménage! On ne les laissera pas tomber! La galère pour finir le mois, on connaît. Les employeurs sans gêne, aussi. Mais là, c'est particulièrement grave et nous ne resterons pas sans rien faire pendant que ces salariés se demandent comment continuer à vivre tout en travaillant pour rembourser leur patron! C'est un acte d'une extrême violence: forcer les femmes de ménage à rembourser leur salaire, comme punition pour avoir voulu être payé comme leurs collègues ailleurs. Et nous, qui sommes aussi des galériens, savons bien les extrémités à laquelle ce type de situation amènent. Elior est connu comme le loup blanc pour ses pratiques manageuriales abusives et les salariés de la boîte sont unanimes: les patrons feront tout pour faire encore plus de profit. Aujourd'hui nous avons décidé de taper dans leur porte feuille en bloquant le restaurant Elior de l'entreprise AIRBUS. C'est un premier avertissement. Nous appelons les salariés d'Elior à la grève, pour soutenir leurs collègues et améliorer leurs propres conditions. Le temps est propice, nous avons redécouvert la force de tous les galériens, la force du nombre.

Ensemble, défendons les. Ne laissons personne sur le carreau.

Gilets jaunes solidaires

Brève

Le 20 décembre des gilets ont exprimé leur solidarité envers des salariés d'ELIOR à MARSEILLE, condamnés à rembourser 2,8 millions d'euros à leur patron. Dix ans auparavant, ces mêmes salariés avaient engagé une procédure en justice contre leur patron, des primes de 13ème mois étaient non distribuées alors que dans d'autres services, la même boîte en payait. La justice avait donné raison aux employés et avait condamné ELIOR. La loi travail d'un certain Emanuel MACRON et ses ordonnances ont permis en cour de cassation d'annuler cette première condamnation, cela mit un terme à toute procédure, aucun recours ne fut possible. Dix ans plus tard c'est le condamné qui doit être remboursé. Face à cette injustice, les gilets jaunes ont filtré l'entrée d'Airbus et bloqué le restaurant d'ELIOR dès 7h du matin. La police les déloge, ils partent quelques heures plus tard. Ils encouragent tous les syndicats et les salariés à soutenir ces femmes de ménages qui devront payer par leur travail pénible et difficile, le patron d'ELIOR qui retirera chaque mois une part de leur salaire, jusqu'à la fin du paiement.

ELIOR, BAS LES PATTES!

SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS DE MARSEILLE QUI DOIVENT
2,8 MILLIONS D'EUROS POUR AVOIR RÉCLAMÉ
QU'À TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL!

Le jugement tombé il y a quelques jours qui condamne les salariés d'Elior à Marseille à rembourser à leur employeur la somme de 2,8 millions d'euros est honteux.

Rappel des faits : Il s'agit d'employés de l'entreprise de propreté qui avaient obtenu d'être payés au même niveau que leurs collègues exerçant dans un hôpital de Montpellier ou à ST Microelectronics à Rousset. Cela concerne notamment une prime de 13e mois. La Cour de cassation explique dans son arrêt du 30 mai que cela n'avait pas lieu d'être et a invalidé les précédentes décisions de justice. Et Elior, dix ans après, demande remboursement : les 183 salariés concernés devront bien rembourser les «trop-perçus» sur leur maigres salaires de femmes de ménage ! On ne les laissera pas tomber ! La galère pour finir le mois, on connaît. Les employeurs sans gêne, aussi. Mais là, c'est particulièrement grave et nous ne resterons pas sans rien faire pendant que ces salariés se demandent comment continuer à vivre tout en travaillant pour rembourser leur patron ! C'est un acte d'une extrême violence : forcer des femmes de ménages à rembourser leur salaire, comme punition pour avoir voulu être payée comme leurs collègues ailleurs. Et nous, qui sommes aussi des galériens, savons bien les extrémités à laquelle ce type de situation amènent. Elior est connu comme le loup blanc pour ses pratiques managériales abusives et les salariés de la boîte sont unanimes : les patrons feront tout pour faire encore plus de profit. Aujourd'hui nous avons décidé de taper dans leur porte-feuille en bloquant le restaurant ELIOR de l'entreprise AIRBUS. C'est un premier avertissement. Nous appelons les salariés d'Elior à la grève, pour soutenir leurs collègues et améliorer leurs propres conditions. Le temps est propice, nous avons redécouvert la force de tous les galériens, la force du nombre.

ENSEMBLE, DÉFENDONS LES. NE LAISSONS PERSONNE SUR LE CARREAU.

GILETS JAUNES SOLIDAIRES

Agenda

-20/01/2019: AG gilets jaunes à Sesquièrre toutes les deux semaines

Il se peut que les lieux de réunion des gilets jaunes changent d'endroit pour diverses raisons, dans ce cas vous pouvez vous renseigner auprès de nous au 05.61.52.86.48.

notre adresse mail: contact@cntaittoulouse.lautre.net

notre adresse au CNT-AIT Toulouse, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

Pourquoi être GJ quand on est Anarchosyndicaliste ?

Depuis le rond-point d'Ausonne Montauban 82 (quelques remarques)

Pour voir de quoi il retourne, pour dans la durée éprouver le sens de cette mobilisation, pour ne pas, a priori condamner par un jugement péremptoire, cette réaction populaire et non « populiste » ou « poujadiste »... En un mot pour concrétiser la lutte que nous prônons : Solidarité, Emancipation et Autogestion.

Oui par essence tout regroupement humain montre une richesse dans sa composition et sa complexité. Au rond-point on y voit de tout : âge, sexe - la représentation féminine est sans précédent - , parcours personnels et professionnels variés, des grands exclus en passant par les précaires, smicards et couches moyennes, actifs et retraités en grand nombre.

Mais tous sont là, debout et existent ; pour beaucoup, c'est une première inscription dans un mouvement social. Et quelle inscription !!!

Honte aux absents et à ceux qui cassent du sucre et leur plume à, chaque jour, déverser des invectives sur ce mouvement. Peur d'une manipulation de l'extrême droite pour certains. Depuis quand devant ce risque , un militant qui se dit révolutionnaire, prône la posture de la chaise vide pour contrer des manipulations et des instrumentalisation à caractères fascistes et racistes. Oui ici ou là, elles ont pu exister ou existent encore. Mais ce n'est qu'en les confrontant et en les révélant aux yeux de tous que nous les désamorçons.

Pour l'exemple, en début de mouvement, le fait de donner aux gendarmes des migrants cachés dans une citerne, est révoltant. Se désolidariser en public sur les ronds-points de tels agissements a provoqué discussion et échange sur l'exploitation qui est à l'œuvre non seulement localement mais planétairement et sur le caractère fasciste de l'acte et de ces auteurs. L'absence d'espace d'échanges collectifs sur la gestion du mouvement dans un rond-point, comme des assemblées populaires, révèle des comportements douteux quant à la démocratie directe; mettre ces manques en évidence nous aide à faire avancer la nécessité des assemblées populaires pour l'auto organisation du mouvement. Et à délégitimer une appropriation, par certains, du mouvement, de sa stratégie et de ses actions, en empêchant récupération et manipulation. Oui il fallait y aller et dès le 17 novembre. Huit semaines de lutte ont permis des rencontres, la fraternisation, la libération de la parole, de la solidarité. Apprécier chaque jour le soutien de la population jamais mouvement n'a connu un tel appui.

Né en 1953 jamais je n'aurais pensé pouvoir vivre un tel « évènement » qui, montre pour ma part, un tel processus révolutionnaire en marche : «L'histoire » jugera. La lutte continue.

A Montauban le 04.01.19

